

Le rachat de Credit Suisse? Un scénario débattu

FUSIONS L'action Credit Suisse a perdu près de 3% après la publication des «Suisse Secrets». La succession de revers de la grande banque l'expose à un risque de reprise. L'intérêt ne manque pas, d'autant que les autorités européennes encouragent les fusions transnationales, mais les écueils non plus

EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH

🐦 @garessus

Credit Suisse est à nouveau dans la tourmente. Un consortium de médias publie des «Suisse Secrets», sur la base de données volées portant sur des dizaines de milliers de clients. En bourse, l'action réagit négativement et perd 2,8% à 8,05 francs.

La série de revers de l'établissement présidé depuis peu par Axel Lehmann pourrait le pousser dans les bras de grandes banques européennes en quête d'acquisitions.

Un acquéreur italien?

«Après les multiples changements de directeur, les affaires Archegos et Greensill et une perte massive en 2021, pourtant un cru boursier exceptionnel dans les banques de gestion, il est clair que le prochain accident sera celui de trop», déclare au *Temps* un financier sous le couvert de l'anonymat.

Les spéculations portent souvent sur les velléités d'un institut méridional: Andrea Orcel (58 ans), le patron d'Unicredit depuis un an, connaît très bien la place financière suisse puisqu'il a dirigé la banque d'investissement du groupe UBS avant de reprendre le deuxième plus grand établissement italien. Le bénéfice du groupe (1,5 milliard d'euros en 2021, après une perte de 2,78 milliards en 2020) a dépassé les attentes des investisseurs. Les analystes de la Bank of America estiment que l'établissement italien dispose d'un excès de fonds propres de 5 milliards d'euros. «La capacité à négocier des transactions attractives devrait être l'un des principaux ingrédients de stratégie de la direction de la deuxième banque italienne», notent-ils.

Une proie facile

En cas de fusion, la direction d'Unicredit, ou d'une autre banque, ne manquerait pas de profiter d'une augmentation de rémunération en raison de l'augmentation de la taille de son établissement. Elle aurait aussi l'avantage de devenir un acteur majeur de la consolidation de la place bancaire européenne et, avec Credit Suisse, de devenir un acteur majeur de la gestion de fortune.

«En principe, une reprise est certainement possible, mais l'opération serait très complexe pour une banque d'importance systémique. Un acquéreur potentiel devrait bien réfléchir aux risques actuels et se demander si ses propres actionnaires apprécieraient une telle reprise. Personnellement, j'aurais des doutes», estime Andreas Bunder, analyste auprès du gérant Albin Kistler.

Credit Suisse est devenue une proie bon marché pour les grandes banques internationales. L'action, qui sous-performe le secteur bancaire depuis une décennie, a perdu 36% en un an, alors qu'UBS a gagné 31%, et Unicredit, citée auparavant, 104%. Credit Suisse est de moins en moins un géant de la finance. Il vaut 22 milliards de francs à l'aune de sa capitalisation boursière, contre 69 milliards de francs pour UBS, 34 milliards de francs pour Unicredit.

«Une reprise de Credit Suisse est possible. La marque et la clientèle de la gestion de fortune sont toujours attractives malgré l'accumulation des problèmes dans sa gestion des risques (affaires Archegos, Greensill). Les repreneurs potentiels sont les suspects usuels, les champions nationaux Unicredit, Intesa, BNP Paribas, Santander, Société Générale, Deutsche Bank», déclare Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG de l'Université catholique de Lille. D'autres avancent aussi le nom de Goldman Sachs, aux Etats-Unis.

Les régulateurs, notamment les autorités de la Banque centrale européenne (BCE), continuent de promouvoir des fusions transnationales dans le paysage bancaire», observe Eric Dor. Les marchés nationaux sont en effet matures, à son avis, et les rapprochements locaux conduiraient à des drames sociaux, en raison des restructurations provoquées.

«La marque et la clientèle de la gestion de fortune sont toujours attractives malgré l'accumulation des problèmes»

ERIC DOR, DIRECTEUR D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Des obstacles réglementaires se dressent pourtant sur la voie de repreneurs potentiels, ajoute-t-il. En l'absence d'union bancaire européenne, les règles de solvabilité et de liquidité sont à remplir dans tous les pays de l'UE où un établissement dispose d'une filiale et pas uniquement sur le plan consolidé, selon l'économiste. Il en ressort qu'une banque ne peut pas déployer ses fonds propres consolidés comme elle l'entend. «Cela n'a pas empêché BNP Paribas de reprendre la belge Fortis, une opération réussie, mais les bénéfices d'une fusion sont réduits par la réglementation», analyse Eric Dor.

En Suisse, la Finma ne manquerait pas de s'opposer à un rachat de Credit Suisse pour des questions de politique de la concurrence, selon divers interlocuteurs. Elle pourrait toutefois entrer en matière et accepter un démantèlement. Les activités de crédit en Suisse ne devraient guère attirer les instituts étrangers. Une banque étrangère attirée par Credit Suisse devrait trouver un candidat pour cette division. Par contre, la gestion de fortune serait très prisée, entend-on à Zurich.

Les malheurs du groupe suisse suscitent la convoitise et augmentent la probabilité du scénario de reprise, mais de longs mois peuvent s'écouler de l'analyse d'un dossier au passage à l'acte, ou à son abandon. ■